

des prix et des salaires tendait à dépasser celle de la plupart des autres nations industrielles et a rendu nécessaire le programme de restriction des prix et des salaires qui a pris force de loi au cours de décembre.

Marchés du travail

En dépit du ralentissement du rythme de l'activité économique, le nombre d'emplois a continué d'augmenter au Canada en 1975, bien qu'à un rythme réduit. Pour l'ensemble de l'année, le nombre d'emplois a augmenté d'environ 2%, ce qui en représente 200,000 de plus; il a atteint le chiffre de 9,3 millions.

A plus long terme, le nombre de personnes employées au Canada a progressé de près d'un million depuis 1972, rendement que n'a pu égaler aucun des grands partenaires commerciaux du Canada.

Malgré la demande plus faible de nouveaux travailleurs, on notait un apport considérable et soutenu à la population active, qui a progressé d'environ 3,7% en 1975, d'où une hausse marquée du nombre de sans-travail. Le chômage exprimé en pourcentage de la population active est passé de 5,5% en 1974 à plus de 7% en 1975. En plus des répercussions fâcheuses du ralentissement des affaires, le marché du travail a été de nouveau perturbé par de sérieuses grèves, mais le nombre de jours-hommes perdus n'atteindrait pas le niveau record atteint en 1974.

Principales influences sur la demande intérieure

En 1975, la vigueur de la demande intérieure a contribué fortement au maintien de l'activité économique canadienne en termes réels. La hausse d'environ 3% en termes réels qu'accusaient les dépenses des consommateurs était le principal soutien de la production globale de l'économie.

Dans l'ensemble, les Canadiens ont maintenu un rythme élevé de dépenses malgré l'incidence du ralentissement général des affaires et la tendance ascensionnelle soutenue des prix de la plupart des biens de consommation. Néanmoins, vers la fin de 1974 et au début de 1975, on constatait un fléchissement net des achats "différables", notamment au secteur des principaux biens durables tels que les électroménagers et le matériel récréatif. Par



M. Don Jamieson
ministre de l'Industrie et du Commerce

contre, les ventes de nouvelles automobiles continuaient d'afficher une vigueur remarquable; après un léger ralentissement au cours du premier semestre, elles ont terminé l'année sur un ton ferme. Pour l'ensemble de l'année, les dépenses des consommateurs en biens durables et semi-durables accuseraient une forte hausse en termes réels. Une augmentation continue mais plus modérée a eu lieu au titre de la consommation réelle des biens et services non durables.

Les achats de nouvelles habitations ont été freinés par les incertitudes économiques, les prix élevés et les forts taux d'intérêt hypothécaire. Les mises en chantier avaient diminué en 1974 et ont touché un creux en mars 1975. Depuis lors, ce secteur se rétablit et pour l'ensemble de 1975, les mises en chantier se rapprochaient des niveaux de 1974; elles devraient persister sinon s'accélérer en 1976.

Les immobilisations commerciales ont manifesté une exceptionnelle fermeté au regard du ralentissement économique au Canada et à l'étranger. Malgré la récession, on notait une nouvelle hausse des débours en termes réels au titre de nouvelles usines et des nouveaux équipements. Un des facteurs importants du tableau des investissements en 1975 a été les mises de fonds considérables dans les ressources énergétiques du Canada. Mais d'autre part, les secteurs de la fabrication et des services commerciaux ont continué à investir beaucoup.

* * * *

Commerce extérieur 1975

Le rendement moins élevé du Canada à l'exportation en 1975 découlait clairement du repli des grandes économies mondiales. La valeur des exportations canadiennes de marchandises n'a guère augmenté en termes monétaires. En termes réels, nos exportations ont en fait diminué pour la deuxième année consécutive.

Les exportations vers le marché des États-Unis n'ont accusé en valeur qu'une hausse marginale tout en fléchissant modérément sur le plan quantitatif. Le manque d'essor sur ce marché, de beaucoup le plus important pour les produits canadiens, suivait parallèlement la demande languissante qui a marqué l'économie américaine pendant une bonne partie de l'année. Par surcroît, les exportations ont ralenti à cause des pertes de commandes dues aux grèves (secteur des produits forestiers surtout).

Les ventes du Canada outre-mer ont augmenté un peu plus en valeur que les exportations aux États-Unis. Les ventes outre-mer ont surtout progressé au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, en Afrique, en Amérique centrale et aux Antilles (notamment à Cuba). Les exportations canadiennes vers la Grande-Bretagne, le Japon et l'Amérique latine ont diminué tant en valeur qu'en volume. D'autre part, les exportations canadiennes vers les six pays fondateurs de la Communauté économique européenne (CEE) ont progressé en valeur tout en diminuant quelque peu en volume.

La valeur de nos exportations de plusieurs produits importants a progressé en 1975, et de beaucoup dans certains cas. Des gains ont été enregistrés, par exemple, en ce qui concerne le minerai de fer, le nickel, la houille, le gaz naturel, l'orge, le papier journal, les véhicules automobiles et les machines tant agricoles que non agricoles. Par contre, un certain nombre d'exportations considérables, notamment celles du bois de construction, du cuivre, de l'aluminium et du pétrole brut, ont accusé une baisse par rapport à l'année précédente.

La valeur des importations de marchandises au Canada a augmenté d'environ 10% l'année dernière. Cette augmentation est bien inférieure à la hausse de 36% relevée en 1974. Après avoir atteint un niveau record en 1974,